

21 avril 2022  
Français  
Original : anglais

---

## **Commission du désarmement**

### **Session de fond de 2022**

New York, 4-21 avril 2022

Point 5 de l'ordre du jour

**Élaboration de recommandations visant à promouvoir  
l'application des mesures de transparence et de confiance  
relatives aux activités spatiales aux fins de la prévention  
d'une course aux armements dans l'espace, conformément  
aux recommandations figurant dans le rapport du Groupe  
d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence  
et de confiance relatives aux activités spatiales**

## **Document de travail présenté par la Fédération de Russie**

1. La Fédération de Russie plaide sans relâche en faveur du maintien d'un espace extra-atmosphérique exempt d'armes. Elle est traditionnellement à l'origine de l'adoption de la résolution de l'Assemblée générale sur les nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace et parraine la résolution de l'Assemblée sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Depuis 2005, nous soumettons chaque année à l'Assemblée, avec de nombreux autres auteurs, la résolution sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, et nous avons proposé de créer le Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, qui s'est réuni en 2012-2013, et le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace, qui s'est réuni en 2018-2019.
2. La Russie a présenté une série d'initiatives internationales visant à atteindre les objectifs liés à la prévention d'une course aux armements dans l'espace, dont l'élément central est l'élaboration, par le biais de négociations, d'un instrument multilatéral juridiquement contraignant sur la question afin de garantir la prévention de l'implantation d'armes dans l'espace et de l'emploi ou de la menace de la force contre des objets spatiaux ou avec leur aide, sur la base du projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux, élaboré conjointement avec la Chine. La version actualisée de ce projet de traité a été présentée à la Conférence du désarmement, à Genève, en juin 2014.
3. Afin de donner une impulsion aux travaux internationaux sur un tel instrument multilatéral, la Russie, de concert avec la Chine, a suggéré que le Secrétaire général établisse un rapport de fond pertinent fondé sur les vues et propositions des États



Membres concernant la fourniture de garanties pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace et la préservation de l'espace extra-atmosphérique pour des utilisations pacifiques, et le soumette à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session.

4. La prévention d'une telle course aux armements, telle que prévue par les décisions de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, tenue en 1978, reste une condition préalable et un moyen d'assurer que l'espace continue d'être utilisé à des fins pacifiques. La position de principe de la Russie est que, sans des garanties fiables que l'espace continuera d'être exempt d'armes, inscrites dans un document international juridiquement contraignant, il n'e sera pas possible de régler les questions relatives à l'utilisation pacifique de l'espace et à la sécurité des activités spatiales.

5. Les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales sont un élément crucial des efforts déployés pour atteindre les objectifs liés à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous considérons que ces mesures constituent une étape intermédiaire vers l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant aux fins de la prévention de toute course aux armements dans l'espace. Ces mesures ne peuvent se substituer à ces instruments juridiquement contraignants et ont un caractère purement temporaire et auxiliaire, notamment pour servir d'élément d'un mécanisme de vérification.

6. En outre, les mesures de transparence et de confiance devraient viser à interdire totalement le placement d'armes dans l'espace et la menace ou l'utilisation de la force contre des objets spatiaux ou avec leur aide. Le rôle de ces mesures est réaffirmé dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales et dans les Directives pour des types appropriés de mesures propres à accroître la confiance et pour l'application de ces mesures sur des plans mondial et régional<sup>1</sup>.

7. Le rapport final du Groupe d'experts gouvernementaux (A/68/189) que la Fédération de Russie propose d'examiner comme point de départ des activités de la Commission au titre du point 5 de l'ordre du jour constitue une phase importante des travaux sur ces mesures et la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Pour que nos discussions au sein de la Commission soient efficaces, il convient d'adopter l'approche la plus large possible sur cette question par le biais de délibérations globales.

8. La Fédération de Russie part du principe que le mandat de la Commission sur le sujet découle du paragraphe 72 du rapport du Groupe d'experts, qui contient une recommandation adressée à l'Assemblée générale pour qu'elle décide de la manière de faire progresser ces mesures et d'en assurer la considération et l'appui universels, notamment en se référant aux autres recommandations faites à la Commission.

9. Les travaux sur les mesures de transparence et de confiance menés dans le cadre de la Commission prévoient également la réaffirmation par les États Membres de leur attachement aux normes et principes juridiques internationaux régissant les activités dans l'espace extra-atmosphérique, à savoir les dispositions de la Charte des Nations Unies, le Traité de 1967 sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes (Traité sur l'espace extra-atmosphérique), le Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, la Déclaration des principes juridiques régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-

---

<sup>1</sup> Établies conformément à la résolution 39/63 E de l'Assemblée générale du 12 décembre 1984.

atmosphérique, de 1963, la Convention de 1972 sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux, la Convention de 1974 sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et la Convention de 1977 sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.

10. La Fédération de Russie voit une tendance dangereuse dans la réalisation par certains États Membres de leurs intentions concernant le placement d'armements dans l'espace et l'utilisation de celui-ci pour mener des opérations de combat afin d'assurer leur domination et leur suprématie. Toute mesure visant à utiliser l'espace extra-atmosphérique pour des opérations militaires a un impact très négatif sur la paix et la sécurité internationales et risque de provoquer une déstabilisation brutale et une course aux armements dans l'espace, ce qui compromettrait complètement les perspectives de limitation et de réduction des armements en général.

11. Par conséquent, nous appelons les États Membres à réaffirmer leur engagement en faveur des décisions prises lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui prévoient l'exploration et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, la prévention d'une course aux armements dans l'espace et le lancement de négociations pertinentes conformément au Traité sur l'espace extra-atmosphérique.

12. La Fédération de Russie estime que les États Membres devraient prendre des engagements aux niveaux national et international afin d'exclure complètement l'espace extra-atmosphérique de la sphère d'une course aux armements et de le maintenir à des fins pacifiques dans l'intérêt de l'humanité tout entière. Il est également important de prendre l'engagement de ne déployer aucun type d'arme dans l'espace extra-atmosphérique (y compris en orbite autour de la Terre ou sur des corps célestes) et d'interdire la menace ou l'emploi de la force contre des objets spatiaux ou au moyen d'objets spatiaux.

13. La Fédération de Russie estime que l'examen de cette question par la Commission doit principalement viser à recenser les mesures de transparence et de confiance (y compris celles décrites dans le document [A/68/189](#)) qui pourraient être utilisées pour régler la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et à élaborer des recommandations en vue de leur mise en œuvre au niveau national, sur une base bilatérale ou collective. Nous invitons les États à réfléchir de manière concertée pour définir les mesures qui pourraient être appliquées à cet égard. Nous pensons qu'il serait utile d'utiliser largement le rapport du Secrétaire général sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ([A/65/123](#)) aux fins des travaux de la Commission.

14. La Fédération de Russie estime qu'il convient d'introduire dans la pratique internationale et nationale les mesures de transparence et de confiance recommandées par le Groupe d'experts gouvernementaux chargé de ces questions. Nous préconisons leur mise en œuvre volontaire au niveau national, dans toute la mesure possible et conformément aux intérêts des États Membres. Nous sommes convaincus que ces mesures auraient une efficacité maximale si elles étaient utilisées de façon permanente, et non temporaire, en étant prises sur la base de documents juridiquement contraignants ou incorporées dans des documents juridiquement contraignants. Dans le même temps, cela ne signifie pas que ces mesures ne peuvent ou ne doivent pas être utilisées pour traiter des questions spécifiques liées à la sécurité, à la transparence, à la durabilité à long terme et à la prévisibilité des activités spatiales.

15. Comme indiqué au paragraphe 20 du rapport du Groupe d'experts, les mesures de transparence et de confiance sont généralement un instrument par lequel les gouvernements peuvent échanger des informations dans le but d'établir une confiance

mutuelle et de réduire le risque d'erreurs de jugement, contribuant ainsi à prévenir les conflits armés et à renforcer la stabilité régionale et mondiale. En d'autres termes, les mesures de confiance sont directement liées aux activités militaires et à toute activité opérationnelle dans l'espace. Elles visent à garantir que ces activités ne présentent aucune menace et ne provoquent pas de conflits.

16. Dans le même temps, de nombreuses mesures de transparence et de renforcement de la confiance impliquent la divulgation d'informations sensibles concernant la défense et la sécurité des États. Par conséquent, bien que ces mesures soient considérées comme volontaires et non juridiquement contraignantes selon les recommandations du Groupe d'experts, nous pensons que leur mise en œuvre pourrait être prévue, entre autres, sous la forme d'un traité sur une base bilatérale ou multilatérale, à l'instar des accords bilatéraux sur la prévention des activités militaires dangereuses au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (le Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité, le Document de Vienne 2011 sur les mesures de confiance et de sécurité, etc.).

17. La Fédération de Russie considère comme importants les critères énoncés par le Groupe d'experts dans son rapport de 2013, qui devraient idéalement correspondre aux mesures de transparence et de confiance mises en place. La liste de ces critères fournit une orientation aux États qui présentent des initiatives visant à introduire une mesure dans la pratique internationale. Dans le même temps, nous partons du principe que les critères énoncés par le Groupe d'experts ne sont que des recommandations et qu'une divergence entre une telle mesure et l'un de ces critères ne peut être considérée ou utilisée comme un prétexte pour bloquer son adoption. Dans le cas contraire, ces critères risquent d'être utilisés pour contrecarrer l'introduction de nouvelles initiatives pour des raisons politiques.

18. Nous estimons que lors de l'élaboration et de la révision de ces mesures, il convient avant tout de tenir compte de l'objectif dans lequel celles-ci ont été conçues. Pour nous cela signifie que, pour chaque mesure spécifique, nous devons d'abord nous assurer qu'elle servirait réellement à prévenir une course aux armements dans l'espace, et étudier les circonstances dans lesquelles elle pourrait être appliquée et l'effet maximal qui pourrait être obtenu. Ensuite, nous devrions nous assurer qu'une telle mesure ne serait pas contraire au droit international de l'espace. Il va de soi qu'une mesure de transparence et de renforcement de la confiance qui ne serait pas pleinement conforme aux traités internationaux comme le Traité sur l'espace extra-atmosphérique, ou qui se heurterait à certaines des dispositions de ces traités, pourrait difficilement être considérée comme fondée. Il convient d'émettre une réserve dans ce cas, à savoir qu'un tel critère de « conformité » doit être appliqué avec toute la prudence requise, en particulier lorsqu'il s'agit de mesures destinées à réglementer les questions qui ne sont pas entièrement couvertes par le droit international de l'espace. Le dernier critère, que nous considérons comme l'un des plus importants dans ce contexte, concerne la faisabilité de ces mesures. En d'autres termes, chaque mesure doit être réalisable sur les plans technique, financier, politique et autres.

19. L'engagement politique international inclusif de ne pas déployer d'armes dans l'espace en premier reste, à ce jour, la mesure de transparence et de confiance la plus viable et la plus efficace pour préserver la paix internationale et assurer une sécurité égale et indivisible pour tous, et pour rendre plus prévisibles et plus durables les activités des gouvernements en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace à des fins pacifiques. Cette initiative est sans précédent par son importance en tant que mesure de transparence et de renforcement de la confiance. Dans le même temps, sa mondialisation constitue une étape importante vers le traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux, de sorte que l'engagement de ne pas déployer d'armes dans

l'espace en premier ne doit pas être considéré indépendamment des efforts internationaux visant à prévenir une course aux armements dans l'espace, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

20. Trente États Membres participent pleinement à l'initiative relative au non-déploiement d'armes dans l'espace en premier : l'Argentine, l'Arménie, le Bélarus, la Bolivie, le Brésil, le Burundi, le Venezuela, le Vietnam, le Guatemala, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Cambodge, le Kirghizistan, Cuba, le Myanmar, le Nicaragua, le Pakistan, le Congo, la Fédération de Russie, les Seychelles, la Syrie, le Suriname, la Sierra Leone, le Tadjikistan, le Togo, le Turkménistan, l'Ouzbékistan, l'Uruguay, Sri Lanka et l'Équateur. Depuis 2014, l'Assemblée générale adopte chaque année une résolution portant le même titre, dans laquelle elle appelle les États, notamment ceux qui vont dans l'espace, à prendre l'engagement politique de ne pas déployer d'armes dans l'espace en premier. Cette résolution est traditionnellement soutenue par deux tiers des États Membres. L'importance de ne pas déployer d'armes dans l'espace en premier se reflète dans les travaux de l'Organisation du Traité de sécurité collective, de la Communauté des États indépendants, du groupement formé par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, et de l'Organisation de Shanghai pour la coopération, ainsi que dans de nombreux documents bilatéraux.

21. Nous considérons que l'initiative est pleinement conforme aux critères énoncés dans le rapport du Groupe d'experts. En ce qui concerne la vérification du non-déploiement d'armes dans l'espace en premier, nous partons du principe que l'engagement politique pris au plus haut niveau de l'État n'a pas besoin d'être vérifié. La mise en œuvre de cet engagement est assurée de la même manière que dans le cas du Traité sur l'espace extra-atmosphérique, à savoir que les dividendes de la mise en œuvre cohérente de l'initiative sont infiniment plus importants que les effets politiques négatifs qui découleraient d'une violation de cet engagement ou du retrait de celui-ci. En outre, nous ne pouvons ignorer le fait qu'aucune initiative similaire n'existe à ce jour.

22. Il est important que l'initiative tienne compte des besoins des États en développement en matière d'exploration spatiale. L'adhésion à cette initiative ne comporte pas de prérequis financiers ou technologiques. Seule une volonté politique est nécessaire pour prendre une décision politique pertinente.

23. D'une manière générale, nous estimons que si tous les États, et notamment ceux qui mènent des activités spatiales, s'engagent à ne pas déployer d'armes dans l'espace en premier, la situation en matière de déploiement d'armes dans l'espace deviendra plus prévisible. Nous aurions ainsi la certitude – fondée – que pendant un certain temps, l'espace serait exempt de systèmes d'armes, ce qui constituerait un environnement propice à des négociations de fond en vue de conclure un traité approprié.

24. La Fédération de Russie appelle tous les États à envisager de prendre l'engagement politique de ne pas déployer d'armes dans l'espace en premier.

25. La Fédération de Russie est également prête à discuter d'autres propositions relatives à des mesures de transparence et de confiance dans les activités spatiales qui pourraient être mises en œuvre sur une base multilatérale en vue d'atteindre l'objectif de la prévention d'une course aux armements dans l'espace.